



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 22/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FIVES NORDON

78 avenue du XX^{ème} Corps
BP 90404
54000 Nancy

Référence : BV/NW/0266_2024
Code AIOT : 0006200481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement FIVES NORDON implanté 78 Avenue du XX^{ème} Corps - 54000 Nancy. Cette partie « Contexte et constats » publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FIVES NORDON
- 78 Avenue du XX^{ème} Corps - 54000 Nancy
- Code AIOT : 0006200481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Fives Nordon exploite sur le territoire de la commune de Nancy, une usine de travail de pièces métalliques, comprenant notamment un atelier de traitement de surfaces. L'usine dans sa globalité est réglementée notamment par l'arrêté préfectoral 2010-612 du 9 février 2011 modifié. En outre, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions fixées par l'Arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Stratégie de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I - 3.7.I.2.b)	Demande d'action corrective	2 mois
3	Disponibilité des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 1.2.1	Sans objet
4	Bilan de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I – 3.7.V	Sans objet
5	Fréquence de l'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I – 3.7.I.3	Sans objet
6	Concentration en legionella pneumophillia	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I – 3.7.II.2	Sans objet
7	Flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I – 3.7.II.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est spécifiquement intéressée au suivi de la Tour Aéroréfrigérante (TAR), exploitée au sein de l'installation dans le cadre d'une action régionale collective de l'inspection visant ces équipements en 2024.

L'inspection a mis en évidence une nécessaire mise à niveau des documents de suivi réglementaires de l'installation et a formulé deux demandes d'actions correctives en ce sens.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation Administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2012, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : La ligne suivante est ajoutée dans le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2010-612 du 9 février 2011 modifié autorisant la société FIVES NORDON à exploiter une usine de production de pièces métalliques sur le territoire de la commune de NANCY : 2921-1-b ; déclaration [...] puissance inférieure à 2 000 kW
Constats : L'installation relève de la rubrique 2921-1-b de la nomenclature des ICPE (tours aéroréfrigérantes - TAR) sous le régime de la déclaration. La puissance installée de cet équipement est de 780 kW. L'installation se compose d'un circuit unique, qui est utilisé pour le refroidissement d'une cintruse à induction électrique. La TAR est asservie au fonctionnement de la cintruse, son fonctionnement est occasionnel, et la dispersion n'est mise en œuvre que lorsque la température de l'eau de refroidissement nécessite d'être abaissée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I - 3.7.I.2.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Stratégie de traitement
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit. [...] Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien. [...] Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.
Constats : L'exploitant a transmis le carnet de suivi de sa TAR, dont la section 5 vise la stratégie de traitement de l'eau de son circuit. Ce document ne fait apparaître que les produits mis en œuvre en routine pour le traitement préventif de son installation. Deux produits sont mis en œuvre dans ce cadre : > un anti tartre/anticorrosion le Ferrofos 8441 ; > un biocide, le Turbanion M106. Il s'agit d'un biocide non oxydant, dont la substance active est un chlorure d'ammonium quaternaire (CAS 25988-97-0). La stratégie de traitement de l'exploitant vise à la présence en continu dans le circuit d'une concentration en Turbanion de 40 g/m ³ , l'injection du biocide est asservie au compteur d'apport en eau extérieure. Le traitement de l'eau est assuré par un prestataire, en particulier, ce dernier gère le réapprovisionnement des cuves de dosage de biocide. L'exploitant a déclaré ne pas rejeter d'eau de purge pour sa TAR et justifie le recours à un BNO en traitement préventif par le caractère intermittent du fonctionnement de sa TAR, ce dernier étant lié au fonctionnement de la cintreuse. Ces arguments n'appellent pas de remarque de l'inspection quant à la conformité de l'installation. La section 5 du carnet de suivi de la TAR n'est pas documentée quant aux produits mis en œuvre dans le cadre du traitement curatif. En particulier, d'autres éléments de suivi de la TAR établissent que l'exploitant met en œuvre, dans le cadre de son nettoyage annuel les produits suivants : > Ferrofos 5260 un antitartre/anticorrosion ; > Ferrocid 8583 un biocide non oxydant dont la substance active est le CMIT/MIT 3:1 (CAS 55965-84-9). Il appartient à l'exploitant de mettre à niveau sa fiche de stratégie de traitement avec ces éléments.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Disponibilité des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Risques chroniques, Disponibilité des FDS
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n° 1272/2008 ou, b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).
Constats : L'exploitant a transmis les Fiches de Données de Sécurité des mélanges chimiques qu'il met en œuvre en routine pour le traitement de l'eau de sa TAR. Il s'agit des mélanges suivants : > un antitartre-anticorrosion : Ferrofos 8441 ; > un biocide : Turbanion M 106. Les FDS présentées sont respectivement datées du 29/03/2018 et du 18/04/2016, aussi l'âge des fiches appelle une actualisation des données que détient l'exploitant. En particulier, les fiches présentées ne présentent pas en section 1.1 le code UFI (identifiant unique de formulation) destiné à l'identification des constituants du mélange par les centres antipoisons. Cette disposition a été introduite par le règlement UE 2017/524 visant l'adaptation du règlement CE 1272/2008 dit CLP avec une date d'effet au 01/01/2020. L'exploitant se procurera auprès de son traiteur d'eau, la FDS des produits de traitement mis en œuvre dans son installation dans la dernière version disponible.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Bilan de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I - 3.7.V
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan de fonctionnement
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pn., les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressées par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.
Constats : L'exploitant détient l'ensemble des informations attendues dans les différents documents qu'il a présenté à l'inspection le jour de la visite dont le carnet de suivi de la TAR. Le jour de la visite, il n'avait pas transmis, son bilan annuel 2023, dont l'échéance de transmission est fixée au 31/03/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fréquence de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I - 3.7.I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : a) Fréquence des prélèvements en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pn. : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pn. est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pn. sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : L'exploitant fait analyser l'eau de sa TAR tous les 2 mois. Il s'astreint à la saisie de ces résultats sur la plateforme GIDAF. L'inspection recommande à l'exploitant de saisir les résultats dès lors qu'ils lui sont connus, ceci afin de faciliter la réalisation des enquêtes qui peuvent être menées par l'inspection lorsqu'elle est saisie par l'Agence Régionale de Santé pour l'identification de foyer de légionellose.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Concentration en legionella pneumophillia

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I - 3.7.II.2
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration en legionella pneumophillia
Prescription contrôlée : 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L
Constats : Les résultats d'autosurveillance de l'exploitant depuis 2018 n'ont pas mis en évidence de concentration en legionella pn. supérieure à 1 000 ufc/L dans l'eau du circuit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article annexe I - 3.7.II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Flore interférente
Prescription contrôlée : 3. Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.
Constats : Les résultats d'autosurveillance de l'exploitant depuis 2018 n'ont pas mis en évidence la présence de flore interférente dans l'eau du circuit.
Type de suites proposées : Sans suite